
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 14 (1986)

DOI: 10.11588/fr.1986.0.52604

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

HARTMUT KAEUBLE

LE MODÈLE ARISTOCRATIQUE
DANS LA BOURGEOISIE ALLEMANDE

(fin XIX^e début du XX^e siècle)
Similitudes ou divergences de la France?*

L'attraction du modèle aristocratique dans la bourgeoisie à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle est plus discutée parmi les historiens allemands que parmi les historiens français. Beaucoup d'historiens allemands pensent que le succès du modèle aristocratique dans la bourgeoisie allemande a eu des conséquences considérables pour l'histoire politique allemande en général parce que ce modèle était à la base de la collaboration politique entre le grand patronat industriel et les grands propriétaires aristocratiques en Allemagne – une collaboration qui est considérée comme décisive pour la politique économique, pour l'isolement du mouvement ouvrier, pour le droit de vote du parlement prussien, pour les objectifs allemands au cours de la première guerre mondiale. C'est ce débat plus large qui aboutit en Allemagne à une discussion plus intensive sur le modèle aristocratique. On a posé deux questions principales:

Première question: Est-ce que la bourgeoisie allemande, surtout le grand patronat allemand, suivait un modèle aristocratique après la fondation de l'Empire allemand et après la révolution industrielle à proprement parler, c'est-à-dire la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle? Parmi les historiens allemands et français pour autant qu'ils s'intéressaient à la situation allemande, on trouve deux positions tout à fait contradictoires. D'un côté on trouve l'idée de la bourgeoisie triomphante ou en train de triompher, la bourgeoisie qui a pris le pouvoir politique et qui est devenue la classe dominante. Henri Lichtenberger, professeur à la Sorbonne qui voyagea en Allemagne et qui écrivit un livre sur l'Allemagne en 1907, est un bon exemple de ce point de vue: »A la place des anciennes aristocraties de naissance et de culture s'élève et grandit une nouvelle aristocratie de l'entreprise pour qui les distinctions de mérite et de rang ont comme criterium fondamental l'aptitude aux affaires et le succès. Il va de soi d'ailleurs, que cette évolution est très loin d'avoir développé ses dernières conséquences... Presque partout cependant cet esprit nouveau s'infiltré progressivement et désagrège peu à peu les hiérarchies anciennes. Même l'aristocratie qui, en principe, déclarait ne pouvoir sans déroger prendre part à la vie économique moderne dont elle répudiait le caractère mercantile, n'a pas échappé à la contagion«¹.

* Cet article est basé sur une conférence à l'institut historique allemand à Paris le 14 juin 1985. Je remercie Karl Ferdinand Werner de l'invitation et les participants d'une discussion très stimulante.

1 Henri LICHTENBERGER, *l'Allemagne moderne. Son évolution*, Paris 1907, p. 61.

Voilà une bourgeoisie allemande normale qui prend le pouvoir peut-être un peu tardivement, mais toujours comme les autres bourgeoisies dans les pays industrialisés européens.

De l'autre côté, on trouve l'idée d'une bourgeoisie qui s'installe à côté de la noblesse, qui collabore, cohabite avec elle, s'adapte à elle, comme Fernand Braudel le décrit dans un livre récent qui est un bon exemple d'une vue prise par beaucoup d'historiens: »La bourgeoisie, à longueur de siècles, aura parasité cette classe privilégiée, vivant près d'elle, contre elle, profitant de ses erreurs, de son luxe, de son oisiveté, de son imprévoyance, pour s'emparer de ses biens – souvent grâce à l'usure – se glissant finalement dans ses rangs et alors s'y perdant«². De ce point de vue la bourgeoisie allemande qui imitait la vie des nobles, était aussi une bourgeoisie tout-à-fait normale.

Deuxième question: Le modèle aristocratique dans la bourgeoisie allemande, en supposant qu'il existait, était-il une particularité allemande, une aberration de la voie normale des pays européens industrialisés avant la guerre de 1914? Il y a également deux positions que je vais décrire plus en profondeur mais pour lesquelles je ne connais pas de citations françaises. D'un côté, c'est l'idée d'une grande bourgeoisie allemande qui se soumet à la culture, aux valeurs et au style de vie de l'aristocratie allemande tandis que de l'autre côté du Rhin la bourgeoisie française a pris le pouvoir. Le livre le plus important et le plus brillant qui défend cette thèse et qui fut jamais traduit en français est l'étude de Friedrich Zunkel sur le patronat de la région de la Ruhr à partir de la révolution industrielle jusqu'aux débuts de l'Empire bismarckien. Après une période d'un patronat purement bourgeois pendant les années 50 et 60, Zunkel croit avoir trouvé trois signes de la perte de la conscience de classe bourgeoise et du comportement bourgeois dans le patronat de la Ruhr: (1) les liaisons de plus en plus étroites avec l'aristocratie dans le mariage des filles des patrons de la Ruhr et dans les professions de leurs fils qui choisissaient de plus en plus des professions considérées comme des professions aristocratiques dans l'Allemagne de l'époque, devenant diplomates, hauts fonctionnaires, officiers de l'armée et grands propriétaires; (2) l'introduction d'une hiérarchie sociale non-bourgeoise par les honneurs, les désignations honorifiques, comme le »Kommerzienrath« et le »Geheimer Kommerzienrath«, la patente de l'officier de réserve de l'armée, l'anoblissement; (3) l'imitation d'un style de vie aristocratique, les villas ou les châteaux, les grandes soirées, l'éducation des jeunes filles dans des pensionnats, l'entrée des fils dans les corporations d'étudiants, l'achat de grandes propriétés. Plus important pour cette idée d'une imitation de l'aristocratie par la bourgeoisie allemande est le fait qu'elle fût, selon cette idée déjà mentionnée de Zunkel, la base sociale d'une coalition politique étroite et stable avec les grands propriétaires aristocratiques, qui avait pour effet de freiner l'évolution vers une véritable constitution parlementaire, de forcer le réarmement de l'Allemagne avant la première guerre mondiale, d'exclure le parti socialiste de la vie politique, le parti allemand le plus fort à partir du début du XX^e siècle, et aussi de contribuer aux buts de guerre – en somme la base sociale de toute une liste négative de la politique du gouvernement allemand avant et pendant la première guerre mondiale. Il faut ajouter que la société de référence la plus importante pour cette idée est sans doute la France,

2 Fernand BRAUDEL, *La dynamique du capitalisme*, Paris 1985, p. 73.

pas l'Angleterre où l'on trouve à l'époque une symbiose de l'aristocratie et du grand patronat³.

De l'autre côté, l'Allemagne est considérée par certains historiens comme un pays tout à fait bourgeois. Selon cette vue l'ancien régime fut abandonné en Allemagne par une protection de la propriété individuelle, par le libre échange des marchandises, des capitaux, de la main-d'œuvre, et par une juridiction et une administration générale sans privilèges et sans exemptions caractéristiques de l'ancien régime. En plus, la publicité en Allemagne, les journaux, les livres, les musées, les théâtres, les écoles, les universités, les conseils municipaux, les parlements régionaux et le Reichstag, étaient bourgeois et n'étaient plus contrôlés par l'aristocratie. Finalement, selon cette vue la grande bourgeoisie allemande a établi des groupes de pression très puissants – plus puissants peut-être qu'en Angleterre ou en France. Le pouvoir politique du grand patronat n'était pas plus faible que dans les autres grands pays européens. Une particularité de la grande bourgeoisie allemande n'existe que dans la faible attraction du modèle grand-bourgeois pour les autres classes sociales et dans l'influence politique plus discrète et moins publique du grand patronat⁴.

Voilà les points de vue contradictoires sur la grande bourgeoisie allemande, contradictoires dans un double sens: premièrement dans la question de savoir s'il y avait en fait une grande bourgeoisie allemande qui se soumettait à une culture et une prédominance politique de l'aristocratie; deuxièmement s'il y a une histoire particulière de la grande bourgeoisie allemande, surtout en comparaison avec la France.

Cet article porte sur le modèle aristocratique comme modèle social, parce que l'histoire sociale du modèle aristocratique est beaucoup moins recherchée que l'histoire politique. Je vais essayer de donner une réponse à cette question en deux étapes. D'abord je vais relater les recherches récentes sur ce modèle dans le *grand patronat* allemand à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle et présenter quelques remarques plus générales sur cette approche: ensuite, je vais essayer de développer une autre interprétation des particularités de la grande bourgeoisie allemande⁵.

Les recherches récentes sur le modèle aristocratique dans le grand patronat allemand

L'idée du modèle aristocratique fort dans la grande bourgeoisie allemande est traitée parmi d'autres questions dans plusieurs études prosopographiques récentes. On trouve deux approches: des études sur le plan régional comme celle de Friedrich Zunkel déjà évoquée et des études sur le plan national.

Les études régionales portent presque exclusivement sur la région de la Ruhr et un peu sur la Silésie. Le grand patronat des autres régions industrielles importantes de

3 F. ZUNKEL, *Der Rheinisch-westfälische Unternehmer 1834–1879*, Köln 1962; voir aussi A. J. MAYER, *The Persistence of the Old Regime. Europe to the Great War*, London 1981. Selon Mayer, au contraire, le fort modèle aristocratique n'était pas une particularité allemande, mais un trait des sociétés européennes jusqu'à la première guerre mondiale.

4 D. BLACKBOURN/G. ELEY, *The Peculiarities of German History: Bourgeois Society and Politics in 19th Century Germany*, Oxford 1984.

5 Pour plus de détails, cf. H. KAELBLE, *Wie feudal waren die deutschen Unternehmer im Kaiserreich? Ein Zwischenbericht*, in: *Beiträge zur quantitativen vergleichenden Unternehmensgeschichte*, dir. par Richard TILLY, Stuttgart Klett-Cotta 1985, p. 148–171.

l'Empire allemand, la Saxe et Berlin, et des grands centres du commerce, Hambourg, Brême et Francfort, n'est pas encore étudié pour la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle. Mais la région de la Ruhr est très significative pour l'idée du modèle aristocratique dans le grand patronat parce que le patronat de la Ruhr est considéré comme un pilier central de la collaboration politique entre les grands patrons industriels et les grands propriétaires aristocratiques. On a trois études: une étude sur le textile par Hans-Jürgen Teuteberg; une étude sur les mines et les forges par Toni Pierenkemper et une étude par Hans Joachim Henning sur le patronat de la Ruhr en général. Aucune de ces études ne traite tous les aspects du modèle aristocratique. Mais elles en abordent quelques aspects. Elles montrent que le modèle aristocratique n'était pas prédominant. Pierenkemper dans son étude sur le patronat des mines et des forges montre que les héritiers des entreprises se mariaient surtout avec des femmes bourgeoises, rarement avec des femmes aristocratiques. L'éducation des fils suivait surtout un modèle patronal; les disciplines techniques et les sciences exactes prédominaient. Les honneurs des patrons consistaient en partie en titres tels que »Kommerzienräte« mais aussi souvent en »Ehrenpromotionen«, désignations honorifiques des universités qui n'indiquent aucun modèle aristocratique. Les anoblissements étaient rares. Teuteberg montre aussi que les honneurs plutôt bourgeois comme le citoyen d'honneur des villes ou la »Ehrenpromotion« des universités étaient presque aussi nombreux que les désignations honorifiques de l'Etat comme le titre du »Kommerzienrath«. Henning a analysé les contacts sociaux, les mariages et les anoblissements. Il refuse nettement l'idée d'un modèle aristocratique, parce que les contacts et les liaisons du patronat de la Ruhr avec l'aristocratie même de la région étaient peu nombreux. Selon lui, très peu de patrons devenaient de véritables nobles⁶.

Sur le plan national, nous avons deux études: une étude sur le patronat allemand en général par Wilhelm Stahl. Il explorait les mariages des filles et des petites-filles et les professions des fils et des petit-fils des patrons et il trouvait également peu d'indices pour un modèle aristocratique, bien qu'ils augmentassent légèrement à la deuxième et troisième génération. Seulement une petite minorité de filles et de petites-filles se mariaient avec des hommes de professions considérées comme »aristocratiques« à l'époque. Rares étaient les fils et les petit-fils qui choisissaient de telles professions⁷.

L'autre étude par Dolores Pérez traite les patrons les plus riches en Allemagne (avec un patrimoine de 6 millions de Mark et plus) à la veille de la guerre de 1914. Le comportement des patrons riches est significatif pour le modèle aristocratique parce qu'on a toujours pensé que le modèle aristocratique était le plus fort parmi les riches surtout pour des raisons financières.

Dolores Pérez n'a étudié que le mariage des patrons, le mariage de leurs filles et les professions de leurs fils. Elle continuera ses recherches sur d'autres aspects. Sans doute, son étude montre que le modèle aristocratique auprès des grands patrons était plus fort que parmi les patrons moins riches. Un quart des filles épousait des officiers de l'armée, un septième des grands propriétaires; au contraire,

6 H.-J. TEUTEBERG, *Westfälische Textilunternehmer in der Industrialisierung*, Dortmund 1980, p. 33f.; T. PIERENKEMPER, *Die westfälischen Schwerindustriellen 1852-1913*, Göttingen 1979, p. 45f., 59f., 73f.; H. HENNING, *Soziale Verflechtung der Unternehmer in Westfalen 1860-1914*, in: *Zeitschrift für Unternehmensgeschichte* 23, 1978, p. 18f.

7 W. STAHL, *Der Elitekreislauf der Unternehmerschaft*, Frankfurt 1973, p. 280f., 306f.

un quart seulement se mariait avec des patrons et un dixième avec un représentant des professions libérales. Presque la moitié se mariait avec des nobles, dont presque un quart des mariages avec la vieille noblesse. Le modèle aristocratique semble avoir été assez fort.

Mais les liaisons très fortes de la grande bourgeoisie avec l'aristocratie deviennent moins nettes si l'on regarde seulement les *bourgeois* dans ce patronat très riche et si l'on exclut les riches patrons *nobles*. Dans le riche patronat bourgeois seulement un cinquième des filles épousaient des nobles. Seulement un quart se mariait avec des hommes ayant des professions considérées à typiquement aristocratiques, c'est-à-dire avec des officiers ou des grands propriétaires. Les mariages avec des patrons ou d'autres professions bourgeoises prédominaient. Donc, une distinction très nette existait entre patronat bourgeois et patronat noble. C'est parmi les patrons nobles que le modèle aristocratique était vraiment fort.

Les professions des fils de patrons riches montrent plus nettement les limites du modèle aristocratique aux sommets des fortunes. Une petite minorité devenait des officiers de l'armée ou des grands propriétaires. La grande majorité devenait patron comme leurs pères, en partie comme des héritiers, mais en partie aussi en nouveaux venus comme fondateurs d'entreprises. Même parmi les patrons nobles, la profession patronale restait le choix principal des fils⁸.

En général on peut dire que la recherche récente des dernières dix années sur le patronat allemand ébranle l'idée d'un modèle aristocratique fort et d'une soumission culturelle et sociale de la grande bourgeoisie allemande à l'aristocratie comme base sociale de la collaboration politique entre le grand patronat industriel et les grands propriétaires aristocratiques et aussi comme base sociale de la renonciation de la grande bourgeoisie allemande au plein exercice du pouvoir politique. Certes, il y avait des liens surtout parmi les patrons très riches avec l'aristocratie. Mais ils étaient trop rares et trop faibles. Sans doute, l'aristocratie prussienne était forte – plus forte dans l'économie et dans la politique que l'aristocratie française. L'aristocratie prussienne savait se réserver une plus grande part des positions de hauts fonctionnaires d'Etat, de généraux de l'armée, de ministres que l'aristocratie française⁹. Il est également vrai que la collaboration politique entre grands patrons et grands propriétaires aristocratiques reste une particularité allemande et ne se trouve pas en France.

8 D. L. Augustine PÉREZ, *Heiratsverhalten und Berufswahl in den nichtagrarischen Multimillionärsfamilien in Deutschland vor 1914*, thèse de magister artium, Univ. Libre de Berlin 1983, p. 63 ff. Dolores Pérez continue ses recherches sur le patronat riche allemand à la veille de la première guerre mondiale dans une thèse de doctorat en cours. Un livre important à paraître: Werner Mosse, *The German-Jewish Haute Bourgeoisie*. Trois projets en chantier: L'étude par Lothar Gall sur une famille patronale à Mannheim au XIX^e siècle, le projet de Dirk Schumann sur le patronat bavarois au XIX^e siècle présenté dans son article: «Herkunft und gesellschaftliche Stellung bayerischer Unternehmer im 19. Jahrhundert – Eine Untersuchung mit Schwerpunkt in Augsburg und Nürnberg», dans: *Unternehmer – Arbeiter*, sous la dir. de R. A. Müller, München 1985, p. 295–304; le projet de Hansjoachim Henning sur le patronat en Rhénanie, en Westfalie et en Wurtemberg au XIX^e siècle.

9 W. Serman, *Les officiers français dans la nation, 1848–1914*, Paris 1982, p. 8, 18; D. Bald, *Das deutsche Offizierskorps*, München 1982; C. Charle, *Intellectuels et élites en France (1880–1980)*, 2 vol., thèse d'état, Paris 1985, p. 214 ff., 286 ff., 431 ff.; J. Blum, *The End of the old Order in rural Europe*, Princeton 1978; *European landed elites in the 19th century*, dir. par David Spring, Baltimore 1977, p. 3 ff., 127 ff.; A. Daumard, *Wealth and Affluence in France since the Beginning of the 19th Century*, dans: *Wealth and the Wealthy in the Modern World*, London 1980, p. 105 f.

Mais est-ce que le modèle aristocratique était un facteur qui explique cette collaboration en Allemagne? On en doute si l'on connaît la recherche récente.

Il faut ajouter quelques remarques plus générales et plus techniques. Les indicateurs qu'on a utilisés pour rechercher ce qu'on appelait parmi les historiens allemands – littéralement traduit – la «re-feodalisation» de la bourgeoisie allemande, c'est à dire le modèle aristocratique, sont très problématiques en ce qui concerne les aspects sociaux. Je mentionnais les trois indicateurs utilisés: Premièrement les honneurs, les désignations honorifiques, l'anoblissement et le titre d'officier de réserve. Voilà des indicateurs difficiles pour un modèle aristocratique parce que l'aristocratie n'avait aucune influence sur les nominations. Beaucoup de désignations comme le «Kommerzienrath» ou «l'ordre de l'aigle rouge» n'étaient pas plus proches de l'aristocratie que de la bourgeoisie. Les honneurs d'Etat établissaient certes une hiérarchie sociale mais elle n'était pas strictement bourgeoise ni fondée sur la fortune ni sur l'éducation. Surtout après la révolution de 1848 les critères non-économiques pesèrent lourds dans les décisions sur les honneurs de l'Etat. Mais quand on examine les dossiers des honneurs on trouve peu de signes d'un modèle aristocratique dans les décisions de nomination. Les honneurs indiquent une soumission de la bourgeoisie à l'Etat, pas à l'aristocratie. C'était le modèle du sujet conservateur et pas le modèle aristocratique qui comptait.

Deuxièmement, on a utilisé les mariages des filles et les professions des fils comme indicateur des liaisons avec l'aristocratie. Ces indicateurs sont souvent ambivalents. Il n'est pas sûr que la quasi-inexistence de ces liaisons indique un désintérêt bourgeois ou un refus de l'aristocratie, ou, à l'inverse, que des liaisons fortes indiquent une déchéance du style de vie bourgeois ou un déclin de l'aristocratie. Il faudrait des recherches plus affinées sur les motivations des mariages.

Troisièmement, les indicateurs de l'imitation de la vie aristocratique par la bourgeoisie, c'est-à-dire les châteaux et les villas, les grands domaines, les pensionnats pour les filles, les corporations d'étudiants pour les fils sont souvent aussi ambivalents. Que signifie l'achat d'un grand domaine par un grand patron? Un investissement sûr des capitaux familiaux, une ressource de matières premières pour l'usine, une distinction sociale, ou une imitation de l'aristocratie? Que signifie le pensionnat pour les filles que l'on trouve aussi parmi les patrons suisses, peut-être les patrons les plus bourgeois de l'Europe? Un manque de chances de la formation des jeunes femmes en Allemagne ou une distinction sociale ou une soumission à la culture aristocratique? Encore une fois, on commence à se sentir un peu mal à l'aise quand l'on réfléchit à la qualité et l'emploi de ces indicateurs.

Un autre interprétation de l'histoire sociale du grand patronat en Allemagne

On peut tirer deux conclusions alternatives de cette situation. D'un côté on peut dire que l'histoire sociale nous sert mal pour expliquer des structures politiques comme la collaboration politique entre des grands patrons industriels et des grands propriétaires aristocratiques en Allemagne et qu'il vaut mieux retourner à l'analyse politique pure. A mon avis ce serait une conclusion précipitée. De l'autre côté on peut essayer de faire l'histoire du grand patronat allemand avec une idée moins étroite que celle du modèle aristocratique.

Je vais présenter dans la deuxième partie, plus brève, un autre concept. L'histoire

sociale du grand patronat allemand me semble particulière, comparée à la France, sous trois aspects: le contrôle de la bourgeoisie par l'Etat; la division et la scission de la bourgeoisie allemande et finalement la distinction sociale entre le grand patronat et les autres parties de la bourgeoisie allemande.

Tout d'abord l'Etat allemand a essayé d'établir et de garder une hiérarchie sociale qui ne coïncidait pas avec la hiérarchie purement économique des revenus et des fortunes. La position des patrons bourgeois à la cour impériale était très inférieure; la supériorité de l'aristocratie, des grands officiers des hauts fonctionnaires fut strictement maintenue. Elle le fut aussi sur le plan local. Les peintures des visites officielles de l'Empereur dans les grandes villes industrielles de l'Allemagne occidentale nous montrent que même dans les centres de l'Allemagne bourgeoise la Cour n'acceptait pas la hiérarchie sociale en place après la révolution industrielle. En plus, l'Etat allemand a essayé d'établir une hiérarchie des honneurs plus détaillée et plus raffinée qu'en France. A côté des honneurs générales pour tout le monde, l'officier de réserve et l'anoblissement étaient des instruments pour créer des hiérarchies sociales dans la bourgeoisie qui n'existaient pas en France. En plus, le gouvernement prussien avait créé un système de désignations honorifiques spéciales pour les grandes professions bourgeoises, le »Kommerzienrath« et le »Geheimer Kommerzienrath« pour le patronat. La gestion des désignations honorifiques changea beaucoup pendant le XIX^e siècle et nous la connaissons mal¹⁰. Mais nous savons que pendant la réaction qui suivit la révolution de 1848 et pendant le renouveau du libéralisme au cours des années soixantes ces désignations honorifiques furent utilisées pour contrôler les patrons trop libéraux.

Finalement, l'Etat allemand et surtout l'Etat prussien a essayé aussi de contrôler l'influence des groupes de pression patronaux dans la politique. Pour des décisions très importantes comme les tarifs, le gouvernement allemand n'acceptait pas directement les groupes de pression privés qui émergeaient au début de l'Empire. Il a toujours gardé des commissions étatiques par lesquelles le gouvernement essayait de contrôler le poids des différentes branches d'activité économique et le poids des directions politiques parmi les groupes d'intérêt des patrons allemands. En plus, le gouvernement allemand a toujours gardé un système de groupes de pression semi-étatique, les »Handelskammern«, à côté des groupes d'intérêt modernes privés. Les conflits un peu bizarres de compétence entre les deux systèmes des groupes d'intérêt patronaux renforçaient la position du gouvernement.

Il faut ajouter que ce n'était pas seulement le gouvernement qui ne voulait pas accepter les hiérarchies sociales nouvelles de la révolution industrielle. Je cite encore une fois Henri Lichtenberger. Après avoir parlé des nouvelles hiérarchies sociales basées sur le succès dans les affaires, il ajoute que »nombre de groupements anciens subsistent encore plus ou moins intacts en pleine société moderne...«, en particulier »la bourgeoisie adonnée aux »professions libérales« notamment, le clergé, le corps enseignant, l'administration, ou encore le corps des officiers«¹¹. Lichtenberger, lui, ne faisait pas de comparaisons directes avec la société française. Mais il semble que les hauts fonctionnaires et les »mandarins« allemands (les universitaires) résistaient aux

10 Voir le projet chez Jürgen Kocka par Karin KAUDELKA-HANISCH sur les nominations des »Kommerzienräthe« (conseillers de commerce) en Prusse au XIX^e siècle.

11 LICHTENBERGER (voir n. 1), p. 61.

nouvelles hiérarchies sociales plus qu'en France parce que leurs positions sociales étaient plus élevées, leur prestige sociale encore plus grand et leurs liaisons sociales avec le patronat plus faibles qu'en France.

Cela nous amène à la deuxième différence importante entre le patronat allemand et le patronat français avant 1914. Il semble que la bourgeoisie allemande était plus fractionnée, moins nettement une classe sociale homogène et que le patronat allemand était plus isolé du reste de la bourgeoisie qu'en France. Fritz Ringer a montré que la formation des patrons d'un côté et des hauts fonctionnaires, des enseignants et des professions libérales de l'autre côté était plus séparée en Allemagne qu'en France. Les patrons et les fils de patrons fréquentaient normalement les *Oberrealschulen* ou *Realgymnasien* et les *Technische Universitäten*, tandis que les hauts fonctionnaires, les enseignants et les professions libérales et leurs descendants fréquentaient le *Gymnasium* et les universités. Cette segmentation était beaucoup moins nette dans les lycées et grandes écoles françaises. En plus, les origines sociales des patrons allemands montrent un isolement plus grand en Allemagne. Les patrons allemands sont issus plus rarement de hauts fonctionnaires et de professions libérales et plus fréquemment de familles patronales qu'en France. L'autorecrutement isolé était plus important dans le patronat allemand qu'en France¹². En plus, il me semble que Lichtenberger a tout à fait raison en disant que les valeurs capitalistes des patrons étaient différentes des valeurs des autres fractions de la bourgeoisie où prédominaient la formation classique, un rythme de travail lent et un scepticisme marqué envers la révolution industrielle, les usines, les grandes villes, le profit.

Je ne sais pas si ces différences des valeurs étaient moins grandes en France. Cette différence des valeurs en Allemagne se traduisait en partie par une crise profonde à partir des débuts de l'Empire allemand et par une scission entre un libéralisme conservateur de la majorité du grand patronat et un libéralisme classique des professions libérales, des enseignants et une bonne partie des hauts fonctionnaires.

Finalement on trouve, avant 1914, une distinction sociale nouvelle entre la grande bourgeoisie et la bourgeoisie aisée. Le facteur le plus important était l'avènement des grandes entreprises en Allemagne au cours des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. On oublie souvent la différence fondamentale entre, d'une part, le patronat de la révolution industrielle avant la fondation de l'Empire allemand avec quelques milliers d'employés, une gestion simple des entreprises, une prédominance claire du patron et de la famille patronale, des liaisons très étroites avec les notables locaux, une influence politique restreinte et surtout locale, un prestige social inférieur à celui de l'aristocratie et des hauts fonctionnaires – et, d'autre part, le grand patronat de la veille de la guerre de 1914, avec plusieurs dizaines de milliers d'employés, des grandes usines dans plusieurs villes, avec un management compliqué, un certain déclin de la famille patronale, des liaisons plus fortes avec la classe supérieure

12 F. RINGER, *Education and Society in Europe*, Bloomington 1979; H. KAEUBLE, *L'évolution du recrutement du patronat en Allemagne comparée à celle des Etats Unis et de la Grande-Bretagne depuis la révolution industrielle*, dans: *le patronat de la seconde industrialisation*, Paris, Les éditions ouvrières 1979, p. 21; pour une comparaison des avocats français, allemands et suisses voir: H. STIEGRIST, *Gebremste Professionalisierung – das Beispiel der Schweizer Rechtsanwaltschaft im Vergleich zu Frankreich und Deutschland*, dans: *Bildungsbürgertum im 19. Jahrhundert*, sous la dir. de W. CONZE et J. KOCKA, Stuttgart 1985, p. 301–331.

nationale, avec des fortunes aussi grandes que celles des grands propriétaires. Cette augmentation du pouvoir économique aboutissait à des inégalités sociales plus grandes et peu connues à l'intérieur de la bourgeoisie allemande, à un sentiment de crise du standard de vie parmi les hauts fonctionnaires. Ces nouvelles inégalités dans la bourgeoisie ont affaibli son homogénéité comme classe sociale. Les spécialistes français du patronat constatent des évolutions semblables en France. Mais elles étaient peut-être plus précipitées et plus avancées en Allemagne avant 1914¹³.

Il faut conclure: Je ne veux pas participer, avec cet article, à la discussion sur la voie particulière, le «Sonderweg», de l'Allemagne avant 1945 parce que cette discussion porte sur l'histoire politique allemande tandis que je traite un sujet d'histoire sociale. Je discute dans mon article seulement une explication connue d'une structure politique par l'histoire sociale, l'explication de la politique du patronat allemand envers l'aristocratie par l'attraction sociale du modèle aristocratique. Il me semble que l'argument d'un modèle aristocratique fort et attractif dans le patronat allemand est mal fondé. La bourgeoisie allemande et même les patrons les plus riches n'imitaient pas particulièrement la noblesse allemande et n'avaient pas des liaisons sociales inhabituellement fortes avec elle. Il est difficile d'y voir une différence très profonde entre l'Allemagne et la France. Sans doute, la bourgeoisie allemande était dans une situation très différente de celle de la bourgeoisie française, parce qu'elle existait à côté d'une aristocratie plus puissante, plus riche et plus présente dans les milieux dirigeants de l'armée et de l'administration publique. Mais il n'y a pas beaucoup de signes d'un modèle aristocratique, soit d'une soumission des grands patrons aux valeurs des nobles, soit d'un mélange entre les classes supérieures bourgeoises et aristocratiques. Il me semble au contraire qu'on peut trouver d'autres facteurs sociaux pour la coalition politique entre le grand patronat industriel et les grands propriétaires aristocratiques et donc qu'on peut comprendre mieux cette coalition: Une caractéristique principale du patronat allemand comparée surtout avec le patronat français était son isolement social plus fort dans la bourgeoisie et des liaisons plus faibles avec les hauts fonctionnaires, et les professions libérales. Cet isolement est pour une part traditionnel et peut-être typique d'un pays pauvre, arriéré et rapidement industrialisé. En partie, cet isolement du grand patronat est aussi une conséquence de l'avènement avancé des grandes entreprises en Allemagne avant 1914 et de l'émergence de grands patrons plus puissants et plus riches que les notables¹⁴.

13 Les comparaisons exactes de la taille des entreprises françaises et allemandes avant 1914 manquent. Pour l'émergence des grandes entreprises et des «managers» en Allemagne voir: Jürgen KOCKA, Les entrepreneurs salariés dans l'industrie allemande à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, dans: Le patronat de la seconde industrialisation, dir. par M. LÉVY-LEBOYER, Paris, Les éditions ouvrière 1979, p. 85-100; id. et Hannes SIEGRIST, Die hundert größten deutschen Industrieunternehmen im späten 19. und frühen 20. Jahrhundert, dans: Law and the Formation of the Big Enterprises in the 19th and Early 20th Centuries, Göttingen 1979; H. POHL, On the History of Organization and Management in Large German Enterprises since the 19th Century, dans: German Yearbook on Business History 1982, Berlin 1982, p. 9-122; R. TILLY, The Growth of Large-Scale Enterprise in Germany Since the Middle of the 19th Century, dans: The Rise of Managerial Capitalism, dir. par H. DAEMS et H. VAN DER WEE, The Hague 1974; H. KAELBLE, The Rise of Managerial Enterprise in Germany, dans: Development of Managerial Enterprise, dir. par R. KOBAYASHI et H. MORIKAWA, Tokyo, University of Tokyo Press 1986.

14 Voir une dizaine des articles comparatives sur la France et l'Allemagne dans: Das Bürgertum im 19. Jahrhundert (titre préliminaire), dir. par J. KOCKA, 3 vols, à paraître.

Cet isolement social et la faible solidarité des grands patrons avec les autres parties de la bourgeoisie les mettait dans une position dans laquelle une coalition politique avec l'aristocratie était moins difficile. Mais cet isolement nous explique aussi pourquoi cette coalition sans fondement sociaux était instable, connut des crises sévères et avait besoin d'une véritable idéologie du »Kartell der schaffenden Stände«. Il explique finalement mieux pourquoi la politique basée sur cette coalition était aussi répressive à l'intérieur, contre le libéralisme et le mouvement ouvrier, contre un parlement national fort et un suffrage moderne en Prusse, mais aussi agressive dans les affaires étrangères surtout dans les buts de guerre.